

## **INTERVIEW**

William R. Rhodes

**« Le crédit accordé à l'Amérique latine ira seulement aux pays qui auront démontré leur capacité à réussir »**

*Propos recueillis par Serge Marti,  
Service économique du Monde*

**W**illiam R. Rhodes est le « Monsieur Amérique latine » pour l'ensemble de la dette contractée par les pays de cette région auprès des banques commerciales. Agé de 55 ans, il est, depuis février 1990, Senior Executive-International à la Citibank après avoir présidé le Comité de Restructuration de cet établissement dès sa création, en 1984.

Dans ses fonctions actuelles, M. Rhodes assure à la fois la responsabilité du portefeuille étranger de la Citibank et des négociations internationales sur la dette. Il est aussi en contact avec les différents organismes de Washington et du monde entier ayant un rapport avec les activités internationales de la société.

149

**REF : Peu après son entrée en fonctions, et son dernier voyage dans la région le confirme, M. Bush a voulu mettre l'accent sur l'Amérique latine. Cette « Entreprise pour l'Initiative en Amérique » n'est-elle pas dangereuse compte tenu de l'importante dette que conservent encore ces pays à l'égard des banques commerciales, notamment américaines ?**

William Rhodes : Je pense que cette « Initiative » est une bonne chose car elle va développer le commerce et les échanges avec cette région. Dans le passé, les Etats-Unis ont déjà eu à deux reprises des actions de cette nature depuis le début du siècle. La première avec l'action de « bon voisinage » de Franklin Roosevelt, qui était essentiellement une initiative politique destinée à consolider les relations entre l'Europe, l'Amérique latine et les Etats-Unis durant la Seconde Guerre mondiale, l'autre avec « l'Alliance pour le progrès » de John Kennedy lorsque le régime communiste de Fidel Castro à Cuba constituait une menace pour Washington, au début des années soixante. Cette dernière action était également politique mais elle comportait aussi un important volet économique sous forme d'une aide américaine, à hauteur de 20 milliards de dollars, destinée à l'ensemble de l'Amérique latine, mais essentiellement au secteur public.

Par comparaison, l'action de M. Bush met l'accent sur l'investissement dans le secteur privé, parallèlement à une réduction de la taille du secteur

public en Amérique latine, par l'intermédiaire de programmes de réforme économique. Cette action est sujette à la condition que les pays de cette région appliquent des réformes économiquement viables et qu'ils tiennent leurs engagements financiers ou soient entrés dans un processus visant à les tenir. Elle est d'autant plus importante que l'échec des négociations de Bruxelles dans le cadre du GATT oblige à accroître les liens avec cette région, notamment dans le cadre de l'accord de libre-échange en cours de négociation avec le Mexique, le Chili ayant manifesté de son côté de l'intérêt pour un accord de libre-échange séparé avec les Etats-Unis. De plus, il ne faut pas oublier la montée de pessimisme que l'on sentait ces derniers temps dans cette région qui se croyait oubliée du monde entier face à l'intérêt manifesté uniquement à l'égard de l'Europe de l'Est et de l'Europe de 1992. Enfin, de nombreux pays européens ont fait part de leur intérêt pour l'Amérique latine, notamment à l'occasion des privatisations, par exemple au Mexique ou en Argentine où plusieurs compagnies européennes, y compris françaises, sont intéressées.

**Pour revenir au chapitre de la dette commerciale de l'Amérique latine, elle est actuellement d'environ 450 milliards de dollars, soit à peu près le même montant qu'avant la mise en place du plan Brady. Est-ce le signe de l'échec de ce plan ?**

150

W.R. : Il faut voir la situation cas par cas, même s'il s'agit de la même zone géographique. Le Chili, par exemple, a considérablement réduit sa dette ces dernières années, tout en obtenant récemment un accord pour un nouveau prêt de 320 millions de dollars. Le Mexique a conclu de son côté un accord qui a contribué à relancer les investissements dans ce pays, de même que le Venezuela ou l'Uruguay qui achève de négocier sa dette. Certes, l'Argentine et le Brésil posent encore problème mais, dans l'ensemble, la tendance est à une diminution importante de la dette de ces pays. Si le montant global de la dette ne diminue pas beaucoup, cela est essentiellement dû aux nouveaux capitaux consentis à ces pays mais sur des bases plus saines. Ceci dit, il faut du temps, par exemple, pour mener à bien les programmes de privatisation. C'est une expérience qui pourrait servir d'exemple aux pays de l'Est.

**Dans quel sens ?**

W.R. : Durant la décennie qui s'achève, la plupart des gouvernements d'Amérique latine ont opté pour la démocratie. Plus tard, ces pays ont commencé à décloisonner leur économie en procédant à des privatisations et à des réformes économiques de fond. A la différence de l'Europe de l'Est, ils avaient déjà mis en place un système adapté au plan bancaire, financier, légal et comptable, ainsi qu'un mécanisme de droits sur la propriété privée. Pourtant, les programmes de stabilisation mis en place au début des années quatre-vingt ont échoué en Argentine, au Brésil, au Mexique, au Venezuela. La raison en est que ces programmes étaient à court terme et destinés essentiellement à rétablir des taux de change réalistes et à permettre de

#### INTERVIEW

réduire les dépenses du secteur public tout en favorisant les investissements dans ce secteur. La suite a démontré que tant qu'on n'a pas mis en place des ajustements structurels, tout programme de stabilisation, toute privatisation est voué à l'échec. A cet égard, l'exemple de la Pologne est intéressant. Le précédent gouvernement a mis en place un important programme de stabilisation visant à réduire l'inflation mais sans procéder à des réformes structurelles, ce qui a limité les investissements. Or, si vous n'avez pas d'investissements, vous n'avez pas de croissance. C'est ce que nous avons appris grâce aux échecs initiaux de l'Amérique latine.

**Pensez-vous que la crise du Golfe, avec ses conséquences pétrolières, puisse bloquer les pays d'Amérique latine dans leur processus d'assainissement et de remboursement de leur dette ?**

W.R. : C'est encore une question de cas par cas. Certains pays sont producteurs de pétrole — Mexique, Venezuela — alors que d'autres sont importateurs (Brésil, Chili...) tandis que l'Argentine, par exemple, est autosuffisante. Mais quand nous parlons d'investissement, il ne s'agit pas seulement de capitaux extérieurs mais aussi de l'épargne locale qu'il faut mobiliser à travers des marchés boursiers de façon à éviter les erreurs économiques des années quatre-vingt qui ont incité les capitaux domestiques à fuir l'instabilité politique et économique locale pour trouver refuge ailleurs.

151

**Dans un autre domaine, êtes-vous préoccupé par la rareté des capitaux à risque que l'on peut déplorer à l'échelle mondiale ?**

W.R. : La situation est d'autant plus préoccupante qu'il faudra trouver 500 milliards de dollars, au moins, au cours des prochaines années, si l'on veut mener à terme le programme de privatisation engagé dans les seules régions d'Amérique latine, d'Europe de l'Est et d'Asie du Sud-Est. Sans compter les besoins de l'économie soviétique et les sommes considérables qu'exige la réunification allemande. Dans le seul cas du Mexique, le président Salinas a annoncé un programme de privatisations portant sur plus de 25 milliards de dollars et concernant les télécommunications, la sidérurgie, la banque, l'assurance... L'Argentine va faire de même, le Brésil est aussi engagé sur la même voie.

Or, nous sommes dans une situation de pénurie de capitaux aggravée par la crise économique. La récession anglo-saxonne qui affecte, à des degrés divers, le Canada, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie, se double d'un coup d'arrêt à la progression des placements à l'extérieur effectués par les banques japonaises, traditionnellement en augmentation de 20 % par an et brusquement ramenée à zéro par les besoins en capitaux propres des banques japonaises. Et il faudra compter avec les besoins colossaux de l'Afrique...

**Vous pensez que les investisseurs se soucient encore de l'Afrique ?**

W.R. : Il est vrai qu'à part la France, bien peu de pays s'intéressent encore à l'Afrique. C'est aussi le cas dans le monde bancaire, où, exceptée peut-être la Citibank, peu d'établissements ont mis en place des programmes africains. Or, c'est une région qui ne peut pas s'en sortir seule ou par le seul biais de l'aide internationale. Elle devra, elle aussi, ouvrir son économie, faire des privatisations, reconsidérer l'utilisation de ses matières premières... Voilà le vaste programme qui nous attend pour les prochaines années alors qu'une partie du monde est actuellement plongée dans la récession et que l'autre partie ne sait comment résoudre ses problèmes bancaires.

**A ce sujet, quelle est la situation — et l'avenir — des banques américaines qui ont subi de lourdes pertes sur les prêts consentis à l'Amérique latine ?**

W.R. : On assistera sans doute, à l'avenir, à l'émergence d'un groupe de grandes banques qui auront des activités dans les pays en voie de développement et effectueront des prêts à ces pays. Y compris par la mise en place de projets de financement viables et des moyens de financement adaptés à des pays engagés dans de vraies réformes économiques et dans le remboursement de leur dette afin de retrouver leur compétitivité. Dans ce groupe figureront des banques européennes, quelques américaines, des japonaises et de rares établissements canadiens, tous prêts à s'engager, par exemple, dans des projets sains sous forme de co-financements, y compris avec la Banque interaméricaine de développement. Mais il ne fait pas de doute que le crédit accordé à l'Amérique latine ira seulement aux pays qui auront démontré leur capacité à réussir.

L'un des points préoccupants est le montant des arriérés dus aux banques commerciales par les pays en phase de restructuration de leur dette et qui atteignait 24 milliards de dollars pour l'ensemble des pays à la fin octobre 1990, pour le seul paiement des intérêts. Ces arriérés compromettent la mise en place de nouveaux plans de financement de la part des banques commerciales.

Pour ce qui la concerne, Citibank a une présence importante en Amérique latine mais aussi en Asie, au Proche-Orient et, dans une moindre proportion, en Afrique où nous sommes probablement les seuls parmi les banques américaines. Nous continuerons à assurer cette présence dans les pays en voie de développement tout en marquant notre intérêt pour l'Europe de l'Est. Nous continuons à placer de l'argent en Amérique latine, notamment au Mexique, au Venezuela et en Uruguay car nous avons confiance dans ces économies. Il faut croire que nous avons raison puisque certains confrères nous rejoignent maintenant sur le Mexique. En termes de techniques financières appliquées à la dette, nous utilisons surtout les *debt equity swap*<sup>1</sup> comme au Chili, qui constituent une moindre exposition au risque en matière

<sup>1</sup> *Debt equity swap* : opération consistant soit, pour une banque, à convertir ses propres créances en investissant en fonds propres, soit, pour une société, à racheter les créances d'une banque pour, ensuite, les convertir en monnaies locales auprès de la Banque centrale du pays concerné.

#### INTERVIEW

de prêts. A la différence de J.P. Morgan qui a voulu provisionner ses risques à 100 %, nous estimons ne pas avoir besoin de nous provisionner à ces niveaux en raison de notre présence au plan local, des affaires que nous réalisons dans ces pays et du recours à la *debt equity*.

#### **Est-ce là une tendance prévisible pour l'ensemble des autres pays de la région ?**

W.R. : Je crois que oui. A l'exemple du Chili qui a procédé à une très importante réduction de sa dette commerciale, d'autres pays procèdent à de profondes réformes économiques qui visent à accroître la part du secteur privé dans les économies de ces pays, jusqu'alors largement dominées par les entreprises d'Etat. Par ailleurs, nous suivons de très près la façon dont le Club de Paris, présidé par le Trésor français, procède à la réduction de la dette publique des différents pays, notamment de la Pologne. Ce sera sans doute un des thèmes majeurs du G 7.

#### **A propos de la dette de la Pologne et des autres pays de l'Est, pensez-vous qu'il y ait un risque de compétition entre la BERD et les autres institutions internationales ?**

W.R. : C'est plutôt une question qu'il faudrait poser à son président, M. Jacques Attali. C'est effectivement un problème important. Pour autant, à en juger par l'exemple de l'Asie et de la Banque asiatique de développement, il est possible de travailler en étroite coopération avec les programmes du FMI et de la Banque mondiale destinés à cette région. La question ne concerne pas seulement les pays intéressés, tels ceux d'Europe de l'Est. Elle vise aussi les actionnaires du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.